

La reprise française va-t-elle buter sur le chômage structurel ?



alternatives-economiques.fr/xavier-timbeau/reprise-francaise-va-t-buter-chomage-structurel/00084065

Le chômage baisse depuis maintenant le milieu de l'année 2015. En 8 trimestres la baisse est encore modeste, de 1,6 point de population active, passant d'un pic de 10,5% au deuxième trimestre 2015 à 8,9% à la fin de l'année 2017 selon l'INSEE.

Passer sous les 9 %, mission impossible ?

Mais déjà on s'inquiète de ce que cette baisse va s'interrompre, et que le chômage ne pourra pas descendre durablement en dessous de 9 % sans que des réformes profondes du marché du travail soient entreprises. Ainsi, Emmanuel Macron a déclaré le 13 février 2018, devant l'Association de la presse française, que le chômage structurel était en France de 9 %. Sans doute voulait-il éviter de donner de faux espoirs en promettant la poursuite du mouvement de baisse du chômage. Peut-être, aussi, se réservait-il la possibilité de l'expliquer, si baisse il devait y avoir, par les réformes du marché du travail qu'il a engagées !

Emmanuel Macron a déclaré le 13 février 2018 que le chômage structurel était en France de 9 %

Cela dit, d'autres partagent ce diagnostic, comme l'indique le graphique ci-dessous avec les évaluations de l'OCDE ou de la Commission Européenne (DGECFIN). C'est aussi ce qu'en dit Patrick Artus dans un de ses récents « flashes ». Et en 2016, le FMI concluait que le chômage structurel s'était accru pendant la crise, resterait à moyen terme au-dessus de 8 %. Ce malgré la loi El Khomri, qui a ouvert la flexibilisation du marché du travail et l'inversion de la hiérarchie des normes, malgré les accords défensifs et offensifs de compétitivité et malgré, surtout, la baisse du coût du travail engendrée par le CICE et le pacte de responsabilité.

C'est quoi le chômage structurel ?

Il y aurait de quoi désespérer donc, s'il n'y avait quelques réserves à faire sur l'évaluation du chômage structurel et sur la pertinence d'utiliser cette notion pour conduire la politique économique.

Sur le même sujet

Le chômage structurel est assimilé au chômage qui n'accélère pas l'inflation (NAIRU, acronyme de *Non Accelerating Inflation Rate Unemployment*) ou les salaires (*NAW(age)RU*). Il est la mesure de la notion de « chômage d'équilibre », résultat de l'équilibre complexe des différentes institutions du marché du travail (de l'assurance chômage à la formation initiale), des processus de formation des salaires (donc de la

négociation sociale), des entrées et sorties sur le marché du travail (les frictions démographiques) ou encore de la fiscalité du travail (entendue au sens large, c'est-à-dire en incluant les cotisations contributives).

Le chômage structurel est assimilé au chômage qui n'accélère pas l'inflation

L'idée : en deçà de ce chômage d'équilibre, le marché du travail est tendu et cela doit se traduire par une inflation salariale – voire une inflation tout court. Si, donc, la théorie relie le chômage structurel à de nombreux paramètres, la mesure, elle, ne retient que les effets sur la hausse des prix ou des salaires.

Attention inflation ?

Par construction et pour pouvoir le mesurer, on suppose à la fois que le chômage structurel (le NAIRU ou le NAWRU) évolue lentement, et qu'il est révélé par les seules tensions inflationnistes. Comme la stabilité des prix est également un objectif de la politique économique, la mesure ainsi produite devrait permettre d'anticiper les évolutions de l'inflation et de conditionner la politique économique.

Le diagnostic pour la France serait donc que l'on s'approche de la zone d'inflation – des salaires ou des prix – et qu'il faut freiner la croissance pour éviter que ces tensions soient trop fortes. Le chômage structurel n'est donc pas seulement une limite sur laquelle viendrait buter l'économie, c'est surtout une frontière à ne pas franchir pour éviter l'inflation. Autrement dit, le moment serait venu de ralentir l'économie française, par une politique budgétaire restrictive, pour éviter une surchauffe qui, sinon, devra être contenue par la politique monétaire.

Un chômage structurel qui varie beaucoup...

Mais... Il y a de nombreux « mais » à cette analyse. Le premier est que l'on ne voit pas pour le moment poindre de tensions inflationnistes ! Les salaires n'accélèrent pas, l'inflation reste en dessous de la cible de la banque centrale de 2 %. A l'échelle de la zone euro, les anticipations de prix sont également très modérées. La barrière du chômage structurel ne se matérialise pas.

Trois raisons peuvent être avancées pour l'expliquer. La première est que depuis une ou deux décennies, l'inflation est moins sensible aux évolutions du chômage (voir le FMI en 2013). Les acteurs économiques font plus confiance aux banques centrales dont les pouvoirs sont renforcés et ils ancrent leurs anticipations sur ce que les banquiers centraux leur annoncent. Cela ne rompt pas le lien avec l'écart entre le chômage et le chômage structurel, mais cela l'atténue.

En France et en Europe, la soit-disant barrière du chômage structurel ne se matérialise pas

Ainsi, lorsque le chômage a augmenté, de 2008 à 2015, l'inflation n'a pas beaucoup ralenti. Certains ont alors expliqué que c'est parce que le niveau du chômage structurel s'est élevé entre 2008 et aujourd'hui que l'impact sur les prix n'a pas eu lieu. Les mêmes expliquent aujourd'hui l'absence de tensions inflationnistes par une baisse du chômage structurel... Pas très solide, tout ça !

Une multiplication des explications ad hoc

La seconde explication de l'absence de lien entre chômage et inflation tient à ce que les évolutions des salaires sont perturbées par des « effets de composition ». Lorsque le chômage augmente, des emplois sont détruits. La composition des emplois est donc modifiée (par exemple la part des emplois industriels est réduite, il y a moins de jeunes, moins d'hommes) et cela induit une modification du salaire moyen. Si la hausse du chômage fait bien baisser le salaire des nouveaux entrants sur le marché du travail, elle peut être concomitante d'une hausse du salaire moyen (ceux qui ont conservé leurs emplois ont un salaire supérieur à la moyenne).

A ceci s'ajoute le recul de l'âge de départ à la retraite, qui a conduit à ce que les salaires soient plus résistants à la baisse du chômage. Cela donne alors l'impression que les salaires sont déconnectés des évolutions du chômage et donc que l'on doit être (en permanence) proche du chômage structurel (Grégory Verdugo en propose une quantification).

La baisse du chômage ne s'étant pas accompagnée de tensions inflationnistes, les évaluations du chômage structurel... suivent les évolutions du chômage observé !

Dernier facteur, la surqualification résultant de la hausse du chômage depuis 2008 (voir les statistiques expérimentales d'Eurostat). Face à la montée du chômage, les qualifiés acceptent des emplois en deçà de leurs compétences, ce qui alimente la file d'attente du chômage, et contribue à ce que le chômage des non qualifiés soit plus élevé et plus volatil que celui des qualifiés. Ce processus conduit encore à atténuer la relation entre chômage et tensions salariales. Lorsque le chômage baisse, une lente réallocation des compétences s'engage et produit une hausse de la productivité.

Combinés, ces éléments expliquent la spectaculaire évolution du chômage structurel (ou, du moins, de son évaluation) en Allemagne. Très pragmatiquement, puisque la baisse du chômage ne s'est pas accompagnée de tensions inflationnistes, les évaluations du chômage structurel... ont suivi les évolutions du chômage observé.

Pas d'alternatives ?

La tentation est grande d'utiliser l'évaluation du chômage structurel pour justifier le fait qu'il n'y a pas d'alternative à de vigoureuses réformes du marché du travail et à une consolidation budgétaire. Mais anticiper les tensions inflationnistes par ce biais, c'est jouer un jeu perdu d'avance.

Le plus simple, et surtout le plus rationnel, serait d'attendre que les tensions inflationnistes se manifestent pour essayer de les combattre. Ce d'autant que l'outil de la politique monétaire a été très efficace au cours des trois dernières décennies, en particulier pour éviter les phases d'inflation. Cela évitera de se tromper de problème, d'instrument et de persister en l'absence de résultats.